

DÉCROCHAGE ET RUPTURE DE PARCOURS EN LICENCE À L'UNIVERSITÉ DE LILLE

SYNTHÈSE DES TRAVAUX ET PUBLICATIONS DES
DEUX PREMIÈRES PHASES DE L'ÉTUDE
LONGITUDINALE

ÉTUDES & SYNTHÈSES

Depuis plusieurs décennies, les universités accueillent un nombre croissant d'étudiants et répondent à une demande sociale de formation supérieure plus forte, dans un contexte de contraintes budgétaires et de mise en concurrence des établissements (publics et privés). Plus récemment, les réformes du lycée et de l'enseignement supérieur (loi ORE et Parcoursup, réforme du baccalauréat, réforme de la licence, etc.) reconfigurent les parcours étudiants. Forts de ces enjeux, l'Université de Lille et ses acteurs font de la compréhension et de l'accompagnement de ces trajectoires, en particulier celles exposées à des difficultés ou à des risques d'abandon en licence générale, l'une de leurs priorités.

Cette dynamique s'inscrit dans une stratégie de long terme en faveur de l'égalité des chances et du suivi des parcours étudiants en premier cycle universitaire, en sécurisant les transitions entre scolarité, progression dans l'enseignement supérieur et entrée dans la vie active. Plusieurs dispositifs récents - tels que le programme « À Vous le Sup », le projet « LIBEL'UL » financé par l'appel à projets « Excellence sous toutes ses formes » (Excellences) ou encore la démarche « Service Public+ » (SP+) - traduisent cet engagement.

C'est dans cette continuité qu'a été conçu le projet d'étude « Décrochage et rupture de parcours en Licence », porté par l'Observatoire de la Direction des Formations (ODiF) de l'Université de Lille, associant la Direction de l'orientation, les composantes Humanités et Langues, Cultures et Sociétés, ainsi que la Préfecture des Hauts-de-France via le Commissariat à la lutte contre la pauvreté et, enfin, la Mission Locale Lille Avenir.

La synthèse qui suit vise à rendre compte des principaux résultats, ainsi que des méthodologies employées, des travaux réalisés jusqu'à la fin de la phase deux du projet :

Phase 1 du projet

- La santé mentale des étudiants de L1, ODiF info, n°27, Octobre 2024, 2 pages
- Retour sur le semestre 1 des inscrits en première année de Licence à la rentrée 2023, Rapport 9, Janvier 2025, 84 pages
- Les inscrits en première année de Licence de LLCER Anglais et de Lettres Modernes à l'Université de Lille en 2023-2024, Rapport 10, Janvier 2025, 106 pages
- Les formes de réussite en première année de Licence à l'Université de Lille, Études & Synthèses n°39, Mai 2025, 12 pages

Phase 2 du projet

- Les sortants de l'établissement à l'issue de la première année de Licence, Études & Synthèses n°40, Mai 2025, 12 pages
- Résultats préliminaires sur la phase 2 du volet qualitatif relatif aux parcours des étudiants dits « décrocheurs », Études & Synthèses n°43, Septembre 2025, 16 pages
- Suivi en 2024-2025 du parcours des inscrits en Lettres Modernes et LLCER Anglais en 2023-2024, Études & Synthèses n°44, Octobre 2025, 12 pages

De ces travaux, nous retiendrons que le premier cycle de Licence générale constitue un espace d'expérimentation, de construction identitaire et d'accès progressif à l'autonomie. Les étudiants y tâtonnent et réévaluent leurs choix initiaux, en recherchant une adéquation plus fine entre attentes, élaboration de ces attentes et projet de vie, au prix de parcours souvent allongés, d'une acculturation exigeante aux attendus du supérieur et, parfois, d'incertitudes marquées quant à l'avenir.

PRÉSENTATION DE L'ÉTUDE

Le projet poursuit des objectifs à la fois analytiques et opérationnels. Il vise à mieux comprendre les déterminants sociaux, scolaires et institutionnels des ruptures de parcours en premier cycle de licence générale, tout en contribuant, à moyen terme, à l'amélioration des dispositifs d'accompagnement et de réussite. Au-delà des résultats produits, l'étude s'inscrit dans une logique de structuration durable de la connaissance sur les parcours étudiants, en renforçant les capacités de veille et l'articulation entre les services universitaires et les partenaires territoriaux. Cette mise en réseau propose ainsi un cadre partagé pour concevoir des réponses ciblées, limiter les ruptures non accompagnées et fluidifier les relations entre les acteurs de la Métropole Européenne de Lille autour des transitions entre le secondaire, le supérieur et la vie active.

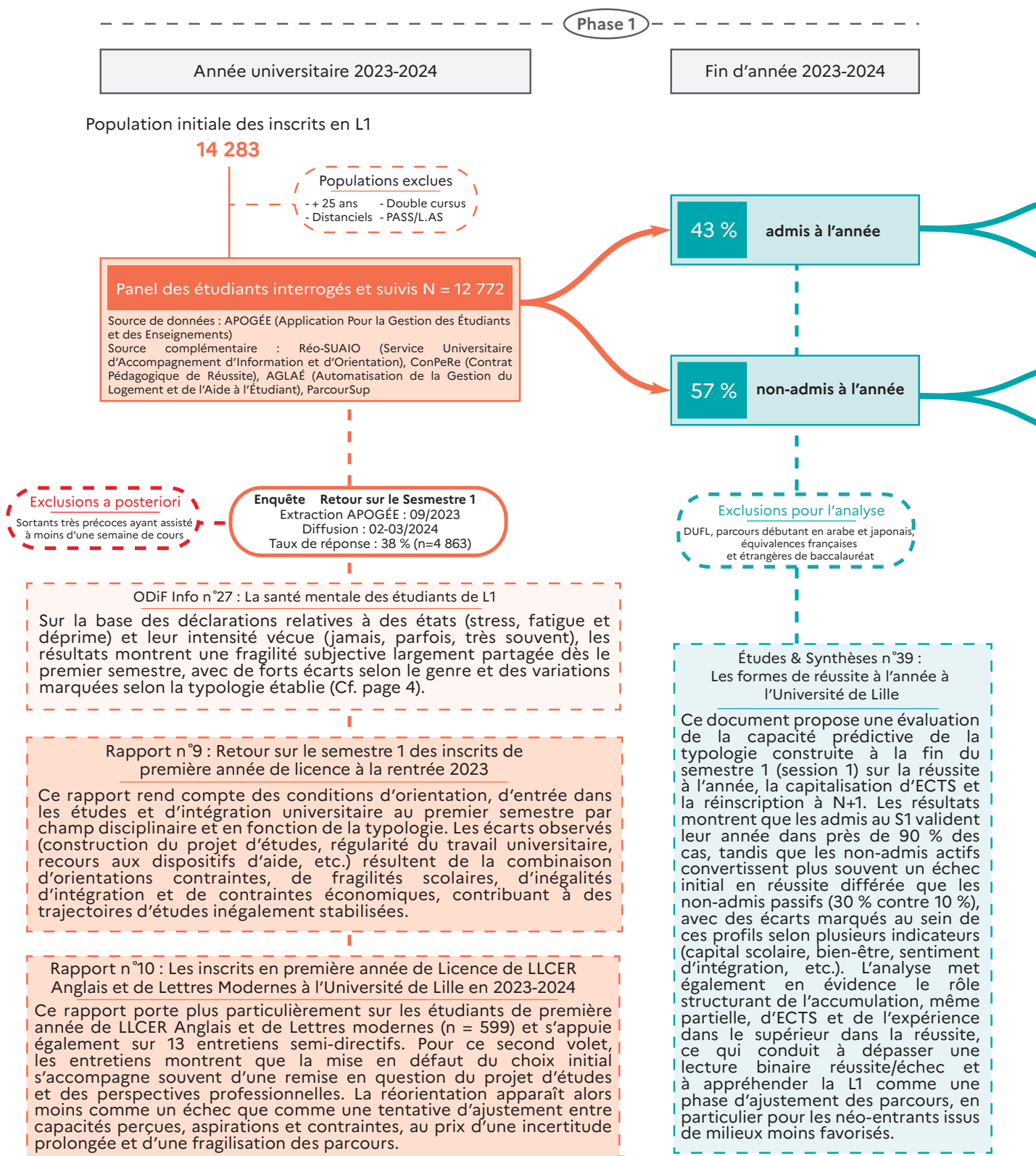
Le projet repose sur deux volets complémentaires. Le premier consiste en une enquête institutionnelle, au travers d'un suivi longitudinal mêlant approches qualitative et quantitative, conduite auprès de l'ensemble des inscrits en L1 (hors PASS/L.AS) et centrée sur les étudiants de Lettres Modernes et de LLCER Anglais - filières ayant appuyé dès l'amont la mise en place de l'étude. Ce dispositif vise à documenter finement la pluralité des trajectoires étudiantes qualifiées de « décrocheuses » et à analyser les mécanismes sociaux et institutionnels à l'origine des ruptures de parcours, en constituant un socle d'observation partagé pour l'action universitaire.

Le second volet s'appuie sur un partenariat avec la Mission Locale Lille Avenir, autour d'un programme expérimental d'accompagnement individualisé de proximité (« Parcours de réussite ») à destination des étudiants de Lettres Modernes et de LLCER Anglais. Ce programme articule repérage précoce des situations de fragilisation, suivi personnalisé et coordination entre les différents services universitaires concernés (orientation, vie étudiante, santé, handicap, insertion). Il fait l'objet d'une évaluation continue par l'ODiF, visant à analyser les conditions d'efficacité de cet accompagnement et à en apprécier la transférabilité vers d'autres filières, dans des productions dédiées - dont nous ne traiterons pas ici.



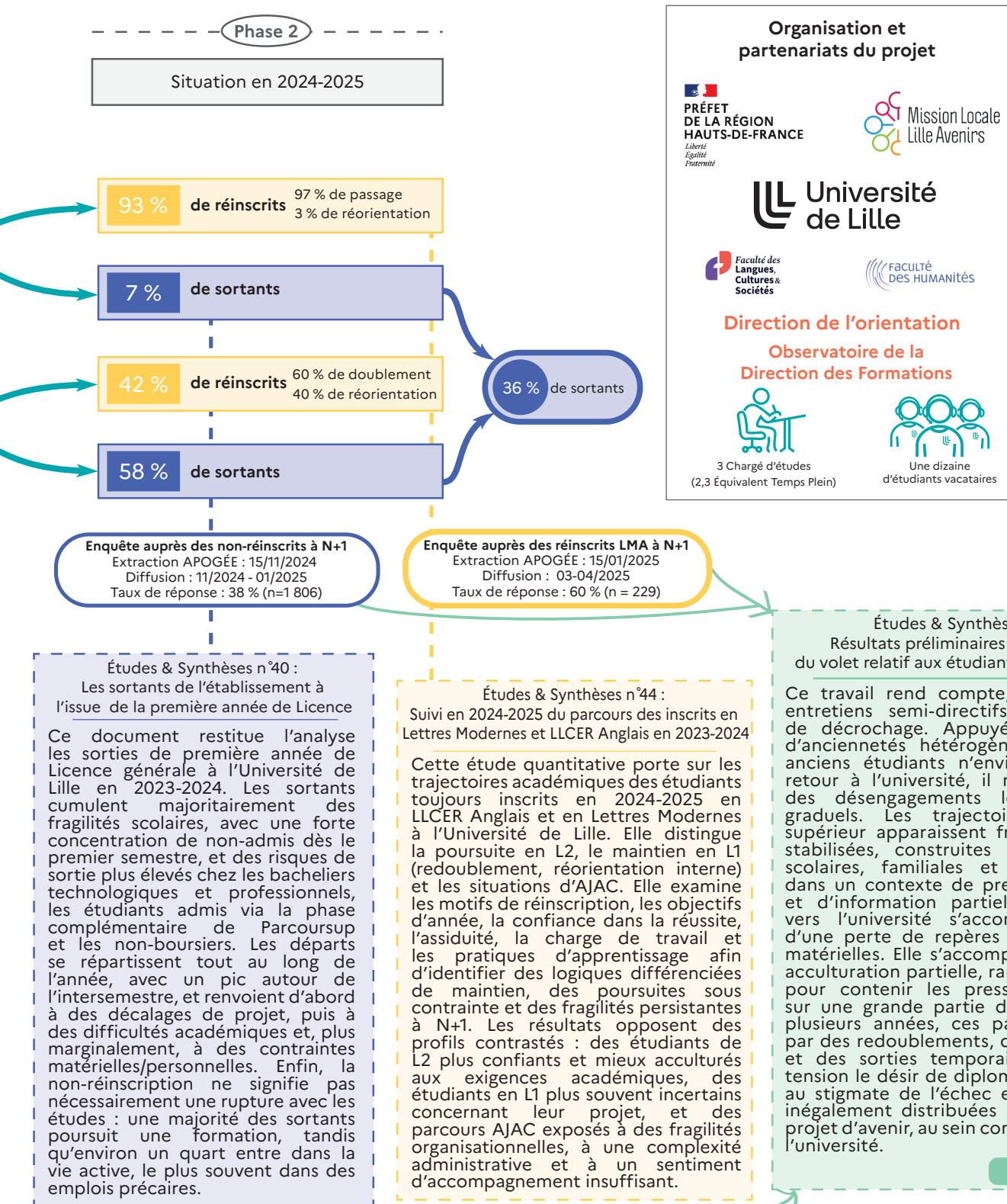
MÉTHODOLOGIE DU DISPOSITIF D'ENQUÊTE

L'étude repose sur un dispositif longitudinal mixte combinant données administratives (APOGÉE, Réo-SUAIO, ConPeRe, AGLAÉ, Parcoursup), enquêtes répétées par questionnaires, diffusées en ligne et par relances téléphoniques, ainsi que des entretiens semi-directifs. Elle suit un stock d'inscrits en première année de Licence sur trois années universitaires, correspondant à la durée théorique du cursus : le suivi ne se limite pas aux progressions linéaires ni à un flux de néo-entrants, ce qui permet d'intégrer des parcours différenciés selon l'ancienneté dans le supérieur (redoublements, réorientations, reprises d'études après rupture).



ET SUIVI DES LA POPULATION DE RÉFÉRENCE

Les volets quantitatif et qualitatif s'appuient sur deux populations d'étude : une première centrée sur les L1 de LLCER Anglais et de Lettres Modernes, une seconde, définie a posteriori, couvrant l'ensemble des premières années de Licence générale de l'Université de Lille. En plus du suivi d'un stock, ainsi que de l'exclusion de certaines sous-populations, les individus n'ayant jamais effectivement intégré la formation ou l'ayant quittée dès la première semaine ont été exclus des traitements (et non du suivi administratif), afin de recentrer l'analyse sur les étudiants qui ont expérimenté la Licence - et ce au prix d'une élévation mécanique des taux de réussite habituellement rapportés dans les autres études et suivis institutionnels.



PHASE 1



La phase 1 du suivi longitudinal s'appuie principalement sur l'enquête « Retour sur le semestre 1 » (2023-2024), complétée par les données administratives, ainsi que la réalisation de 13 entretiens réalisés auprès d'étudiants issus des filières LMA [Lettres Modernes et LLCER Anglais]. À partir de ces matériaux, nous avons pu montrer, grâce à la construction d'une typologie des situations en fin de semestre 1 (session 1), comment se structurent les parcours et quels déterminants - orientation, capitaux scolaires, conditions de vie et d'études, etc. - pèsent sur les expériences en Licence générale, depuis des réussites linéaires jusqu'à des validations partielles ou des sorties non diplômantes tout au long de l'année universitaire.

LA TYPOLOGIE ÉTABLIE À L'ISSUE DU SEMESTRE 1 PREMIÈRE SESSION DE L'ANNÉE DE RÉFÉRENCE 2023-2024

Dans une visée de synthèse analytique, nous avons établi, à partir du questionnaire « Retour sur le S1 » à l'issue de la session 1 du semestre 1, une typologie distinguant quatre groupes d'enquêtés - « admis », « non-admis actifs », « non-admis passifs » et « entrants dans la vie active » - sur la base de l'assiduité puis de la réussite à cette période, pour un ensemble d'enquêtés, toute ancienneté confondue dans l'enseignement supérieur. La caractérisation, dont on retrouve la méthode détaillée dans le rapport 10, permet d'établir un profil précis de ces groupes :

LES ADMIS

Le plus souvent **bacheliers généraux avec mention, investis et autonomes** ; ils disposent de conditions d'études stabilisées pour répondre **aux exigences universitaires** et d'un **projet d'études cohérent**, dans une formation correspondant à leurs vœux, parfois adossée à des aspirations professionnelles établies.

LES NON-ADMIS ACTIFS

Étudiants tendanciellement **assidus** et **encore inscrits**, engagés dans un **travail régulier** face à une exigence perçue comme plus forte qu'au lycée ; le plus souvent **bacheliers généraux sans mention, cohabitants**, ils formulent peu de demande explicite de réorientation.

LES ENTRANTS DANS LA VIE ACTIVE

Enquêtés souvent issus de **baccalauréats professionnels** ou **technologiques**, **non-boursiers**, ayant quitté la formation très tôt sans passer les évaluations du contrôle continu, à la suite d'un **désengagement rapide** et d'une **orientation directe vers l'emploi** ou la recherche d'emploi.

LES NON-ADMIS PASSIFS

Répondants qui maintiennent formellement leur inscription mais caractérisés par une **faible assiduité**, un **sentiment d'intégration fragile** et une **accumulation de contraintes** (fatigue, stress, précarité) ; leur investissement dans les études reste périphérique, souvent sur fond d'orientation contrainte ou peu appropriée.

LA SANTÉ MENTALE DES ÉTUDIANTS DE L1, ODIF INFO N°27, OCTOBRE 2024

**Objectifs**

Conformément aux actions engagées au sein de l'Université de Lille, nous avons souhaité situer les situations de bien-être puis de santé mentale des étudiants dans le cadre de l'enquête « Retour sur le S1 ». L'analyse met d'abord en évidence une fragilité subjective largement partagée parmi les étudiants, avant de montrer des écarts selon le genre et, également, des variations marquées des expressions de cette fragilité selon la typologie établie pour notre suivi.

L'analyse des données d'enquête confirme l'ampleur précoce des vulnérabilités relatives à la santé mentale et au bien-être des étudiants : seuls 3 % et 20 % des étudiants déclarent n'avoir « jamais » été respectivement « fatigués » ou « déprimés » au premier semestre. Dans ce contexte, les indicateurs relatifs au « stress » ressortent assez nettement : 67 % des étudiants déclarent s'être sentis « très souvent » (39 %) ou « souvent » (28 %) stressés, avec un écart marqué selon le genre : 47 % des femmes se disent « très souvent » stressées, contre 22 % des hommes.

La « fatigue » constitue une autre dimension centrale du vécu des étudiants de l'Université de Lille : 80 % d'entre eux déclarent s'être sentis « très souvent » (48 %) ou « souvent » (32 %) fatigués au cours du semestre, là encore plus fréquemment les femmes que les hommes (56 % contre 32 %) et les non-bacheliers de l'année davantage que ceux de l'année (« très souvent » : 52 % contre

48 %). En outre, ces vulnérabilités se distribuent de manière contrastée selon les profils de la typologie établie : parmi ceux déclarant n'être « jamais » « fatigués » ou « déprimés », nous observons des écarts marqués à l'issue du premier semestre entre les « admis » (2 % ne se sentent jamais « fatigués » et 8 % jamais « déprimés »), les « non-admis actifs » (3 % et 19 %), les « non-admis passifs » (5 % et 25 %) et les « entrants dans la vie active » (8 % et 11 %), se situant en position intermédiaire.

Ces tensions renvoient à la fois aux exigences académiques et aux conditions de vie associées au statut étudiant (autonomie, financement des études). Pour autant, ces résultats suggèrent également que les écarts de « bien-être », combinés aux différences d'assiduité et d'intégration au S1, s'autoalimentent dans un cercle de fragilisation progressive, où la fatigue et le découragement renforcent les formes de désengagement voire de rupture avec les études.

Nous avons exploité les items relatifs à l'état de « bien-être » issus de l'enquête « Retour sur le S1 ». Ces questions invitent les (anciens) étudiants à déclarer, pour le premier semestre, la fréquence d'états vécus (« solitude », « stress », « déprime », « fatigue »), selon une échelle d'intensité perçue (« jamais », « parfois », « souvent », « très souvent »).

Méthodologie

RETOUR SUR LE SEMESTRE 1 DES INSCRITS EN PREMIÈRE ANNÉE DE LICENCE À LA RENTRÉE 2023, RAPPORT 9, JANVIER 2025

**Objectifs**

En regard des attendus du projet, ce rapport documente des thématiques variées (orientation, conditions d'entrée dans la formation, modalités d'intégration, conditions de vie et d'études, recours aux ressources universitaires). Nous l'exploitons à l'échelle macro au moyen de traitements systématiques par champ disciplinaire et selon la typologie. À l'exception des données relatives à la population générale, la synthèse qui suit se concentre sur ce second volet¹ et met en évidence des écarts précoces et structurants entre profils, révélateurs d'inégalités d'information, de ressources et d'ajustement aux attendus dès le premier semestre.

¹ Des données annexes plus précises sur les composantes et départements sont disponibles sur le site de l'ODiF : Rapport 9 bis, Décembre 2024, 31 pages. Un « Études & Synthèses » rend compte des principaux développements de ce rapport : Retour sur le semestre 1 des inscrits en première année de Licence à la rentrée 2023, Études & Synthèses n°35, Janvier 2025, 6 pages.

Expériences de Parcoursup et modalités de construction du projet d'études

En premier lieu, la procédure Parcoursup n'est jugée « sans difficulté » que par 4 % des répondants, sans variation notable selon les profils. Les autres appréciations se révèlent très proches : 63 % la qualifient de « stressante », 13 % de « motivante » et 20 % de « complexe ». Sur la base des appréciations formulées par les professeurs référents sur la plateforme Parcoursup (capacités de réussite, autonomie, méthode de travail, investissement de l'élève), nous avons constitué un indicateur agrégé dont le seuil « très positif » se distingue nettement au sein de la typologie : 49 % des « admis » en font partie, contre seulement 18 % des « non-admis actifs » et 15 % chez les « non-admis passifs ». Ensuite, les enquêtés, tous profils confondus, mobilisent pour

construire leur projet d'études post-bac d'abord les outils en ligne ou soutiens informels : 55 % recourent aux « sites internet dédiés à l'orientation », 40 % aux sites des établissements (avec des écarts de 5 à 10 points selon les profils de la typologie), tandis que les pairs occupent une place intermédiaire - 23 % déclarent utiliser les « médias » (YouTube, TikTok, Instagram), 21 % contactent leurs « ami.e.s », 26 % leur famille et seuls 14 % sollicitent des professionnels du métier envisagé. Les dispositifs institutionnels de découverte du supérieur, pourtant au cœur des parcours scolaires, restent, en comparaison, moins investis au sein de notre échantillon : 32 % évoquent les « Journées Portes Ouvertes (JPO) », 35 % les « enseignants » et, seulement, 16 % les « conseillers d'orientation ».

Orientation initiale, confiance déclarée et pratiques de travail selon les profils

L'orientation initiale apparaît globalement conforme, avec 69 % des répondants déclarant avoir obtenu un vœu « primaire ». Toutefois, cette « adéquation » décroît nettement parmi les profils les plus fragilisés, où la modalité « vœu secondaire » devient plus fréquente : 24 % chez les « admis », 27 % chez les « non-admis actifs », 37 % dans le groupe « sortants vie active » et jusqu'à 40 % chez les « non-admis passifs ». Concernant les perspectives de réussite estimées en début d'année, les distributions restent relativement homogènes entre profils aux niveaux « confiant » (42 % pour l'ensemble) et « totalement confiant » (10 %). Les différences se concentrent en revanche sur le niveau « plutôt confiant », déclaré par 42 % de l'ensemble des étudiants, mais de manière différenciée selon la typologie : 32 % chez les « admis », 24 % parmi les « non-admis actifs » et 21 % chez les « non-admis passifs », signalant une confiance plus fragile chez les profils les plus exposés aux risques de décrochage. Par ailleurs, les profils de la typologie révèlent des formes de régularité au travail très inégales : 36 % puis 34 % des étudiants déclarent travailler « très régulièrement » ou « occasionnellement », avec un écart marqué entre les « admis » (47 % et 29 %), « non-admis actifs » (33 % et 38 %) puis les « non-admis passifs » (19 % et 32 %) - pour ces derniers les efforts tendent à se concentrer vers la fin du semestre (32 %). En parallèle, les pratiques d'apprentissage prolongent ces écarts : 70 % relisent leurs cours, 48 % les annotent 55 % réalisent des fiches, proportions nettement plus faibles entre les « admis » et les « non-admis passifs » (74 % vs 59%, 55 % vs 32% et 64 % vs 34%).

Recours aux dispositifs de l'Université et intégration perçue

Les outils propres à l'Université de Lille sont mobilisés de manière très différenciée : « ConPeRe » est inconnu de 32 % des étudiants, rempli « par formalité » par 45 %, et jugé « utile » par 17 % ; la « Boîte à outils » est méconnue par 46 % ; le Guide des aides se situe à un niveau intermédiaire, « connu et jugé utile » par 26 %, « connu mais jugé peu utile » par 35 %, et « méconnu » par 35 %. À l'inverse, l'application Lilo est largement identifiée : 55 % l'utilisent régulièrement, 18 % rarement, 18 % pas du tout, et seuls 9 % déclarent ne pas la connaître. L'intégration déclarée dans la filière diverge nettement selon les profils : si 61 % des étudiants ont trouvé leur intégration « facile » (regroupant l'« intégration très facile » et « facile »), 13 % déclarent ne pas se sentir intégrés. 70 % des « admis au S1 » se situent aux niveaux « intégration facile », tandis que les profils

vulnérables relèvent de formes « d'intégration compliquée », avec 37 % chez les « non-admis actifs », 59 % chez les « non-admis passifs » et 56 % chez ceux « sortis dans la vie active ». Par ailleurs, la nationalité renforce ces écarts puisque seulement 49 % des étudiants étrangers relèvent des modalités d'intégration « facile » contre 63 % de ceux de nationalité française.

Contraintes économiques et aides mobilisées par les étudiants

Enfin, les contraintes économiques, mesurées par un indicateur de précarité financière - sur la base du reste à vivre, le caractère indispensable ou non de l'exercice d'une activité rémunérée et la possibilité de mobiliser le soutien d'un proche pour subvenir à ses besoins, confirment des conditions d'études contrastées : si 43 % de l'ensemble des étudiants interrogés se situent au niveau « pas de précarité financière » (contre 12 % en « précarité financière forte »), les « admis » concentrent les positions les plus favorisées (51 % « sans précarité financière »), alors que les situations de « très forte précarité financière » concernent plus fortement les « non-admis passifs » (21 %), les entrants dans la vie active (19 %) ou encore les « non-admis actifs » (14 %). Aux niveaux intermédiaires de l'indicateur de précarité financière (« moyenne », « faible », puis « très faible ») les écarts se resserrent tout en confirmant la même hiérarchie¹. Enfin, les aides (extra)-universitaires restent largement sous-mobilisées - qu'il s'agisse du logement (5 à 12 % ont obtenu une aide), de la santé (2 à 8 %), du numérique (1 à 4 %) ou du transport (4 à 6 %) - à l'exception notable des aides alimentaire et financière, sollicitées par près d'un étudiant sur deux (45 % d'obtention chacune), mais avec également 10 % des demandes, pour la population d'ensemble, qui n'ont pas abouti pour ces aides.

Ces résultats confirment l'existence de fortes inégalités d'intégration et de ressources dès le premier semestre, où la combinaison d'un faible recours aux dispositifs d'aide et de contraintes économiques accrues fragilise durablement les profils les plus vulnérables, souvent inscrits dans des filières de second choix et dotés de dispositions scolaires plus fragiles.

Sur la base des données administratives et après exclusion de certaines sous-populations (Cf. supra), nous avons défini le champ interrogé lors de l'enquête « Retour sur le semestre 1 », qui enregistre un taux de réponse de 38 %. Afin de centrer l'analyse sur des parcours effectifs d'études, nous excluons des traitements les sortants très précoces (moins d'une semaine d'assiduité), ce qui conduit à un effectif analysé de n = 4 863. Élaboré en parallèle du rapport 10 dans le cadre du projet, les traitements s'appuient sur un socle méthodologique commun avec la mobilisation de la typologie d'indicateurs composites relatifs aux conditions de vie et d'études (intégration académique et sociale, santé mentale, assiduité au travail universitaire, précarité financière, etc.). Les traitements statistiques ont été réalisés sous SPSS et SPAD.

Méthodologie



¹ Parmi les étudiants de l'Université de Lille installés hors du domicile familial, une proportion significative évolue avec une marge financière extrêmement réduite : près d'un enquêté sur deux dispose de moins de 100 € en fin de mois après règlement des charges obligatoires, avec 5 % se situant entre -200 € et 0 €, 19 % entre 1 et 50 €, ainsi que 23 % entre 50 et 100 € (Études & Synthèses n°35, ODIF, janvier 2025).

LES INSCRITS EN PREMIÈRE ANNÉE DE LICENCE DE LLCER ANGLAIS ET DE LETTRES MODERNES À L'UNIVERSITÉ DE LILLE EN 2023-2024, RAPPORT 10, JANVIER 2025



Objectifs

En parallèle du rapport 9, ce document prolonge l'analyse quantitative en se centrant cette fois sur les étudiants de première année de LLCER Anglais et de Lettres Modernes, tout en y adossant l'étude d'un corpus de treize entretiens approfondis auprès d'étudiants potentiellement « décrocheurs ». La synthèse qui suit présente les principales tendances issues de l'analyse qualitative¹, visant à documenter de manière processuelle les parcours d'accès à l'enseignement supérieur et les premières expériences universitaires, de l'entrée en formation jusqu'à l'intersemestre (après la session 1 du S1). Le corpus met en évidence des trajectoires d'entrée en Licence générale où s'articulent orientations fragiles, difficultés d'acculturation aux exigences du supérieur, contraintes matérielles et vulnérabilités psychiques.

Transition vers l'université et premières difficultés d'adaptation

L'analyse des entretiens révèle que, dans plusieurs parcours, les choix d'orientation apparaissent faiblement stabilisés, souvent effectués par défaut, sous pression familiale ou scolaire, ou au fil des résultats obtenus au lycée. Les enquêtés décrivent un « choc de transition » entre le lycée et l'université, marqué par la perte de repères pédagogiques, la découverte d'une autonomie vécue comme contraignante et un rapport distancié à l'institution. Le contraste avec l'encadrement plus structuré du secondaire alimente un sentiment de « lâcher-prise » institutionnel perçu, où la plupart des enquêtés disent devoir organiser seuls leur travail, gérer les démarches administratives et identifier les bons interlocuteurs. Cette configuration renforce les difficultés d'adaptation lorsque les repères scolaires antérieurs et l'acculturation aux études supérieures apparaissent déjà fragilisés. Le soutien familial et social joue un rôle déterminant, mais apparaît inégalement disponible et parfois peu outillé pour accompagner l'entrée dans l'enseignement supérieur. Pour certains enquêtés, l'inadéquation entre attentes initiales et la réalité pédagogique des Licences LMA nourrit ainsi de fortes tensions personnelles.

Facteurs matériels, relationnels et pédagogiques du désengagement

Ces « désajustements » se conjuguent à des conditions matérielles souvent fragiles, qui entament la disponibilité cognitive et éprouvent la persévérance dans les études. Les enquêtés évoquent notamment des difficultés de logement et des contraintes économiques, parfois associées à la nécessité de trouver ou d'exercer une activité rémunérée. Le matériau d'enquête met également en évidence un sentiment d'isolement récurrent, lié à la rupture avec les réseaux antérieurs, à une

faible identification au groupe de pairs et à la difficulté à mobiliser les ressources proposées par l'Université. Sur le plan pédagogique, les enquêtés expriment une préférence marquée pour des formats plus interactifs, en particulier les travaux dirigés, et pour un accompagnement individualisé, perçus comme des leviers essentiels de maintien dans la formation. Les récits recueillis font largement apparaître des tensions subjectives. Fatigue, stress, anxiété et perte de motivation reviennent fréquemment, souvent décrits comme les premiers marqueurs du désengagement.

Entre quête de cohérence du projet et incertitudes durables

Les entretiens montrent que cette mise en défaut du choix initial s'accompagne fréquemment d'une remise en question plus large du projet d'études et, au-delà, des perspectives professionnelles. Les enquêtés évoquent des trajectoires marquées par des hésitations, des tâtonnements et des ajustements successifs, dans lesquelles la réorientation apparaît moins comme un échec que comme une tentative de mise en cohérence entre capacités perçues, aspirations et contraintes vécues. Cette quête d'orientation, souvent prolongée, traduit une forte incertitude quant à l'avenir. Elle renvoie à la fois à la recherche d'une formation plus cohérente et à la tentative d'accéder à une filière déjà visée mais demeurée inaccessible après des refus initiaux. Dans les deux cas, les critères de choix se redéfinissent progressivement, ce qui fragilise les parcours en allongeant les temporalités d'études et en renforçant le sentiment de décalage vis-à-vis des normes de réussite attendues.

En somme, ces configurations, au croisement de choix d'orientation fragiles, d'une acculturation inégale aux codes universitaires et de vulnérabilités matérielles et psychiques persistantes, produisent des formes de décrochage progressives et différenciées, moins liées à un désengagement volontaire qu'à l'épuisement des capacités d'ajustement face aux exigences de la première année de Licence générale.

La démarche qualitative repose sur des entretiens

Méthodologie



semi-directifs visant à documenter les processus de décision, le vécu étudiant et les modalités de fragilisation ou de rupture des parcours en première année de Licence. Les recrutements ont ciblé des étudiants de LLCER Anglais et de Lettres Modernes identifiés comme en risque de rupture, à partir de la sous-population correspondante de l'enquête « Retour sur le S1 » (61 % de taux de réponse, n = 599), complétée par des indicateurs d'assiduité, le suivi des listes d'absences et des signalements institutionnels (Lille Avenirs, secrétariats des filières). Treize entretiens ont été réalisés entre mars et avril 2024, complétés par deux entretiens avec des acteurs universitaires. Après retranscription intégrale, via l'aide d'une étudiante vacataire, le corpus a fait l'objet d'une analyse thématique inductive à l'aide du logiciel SPAD-T.

¹ Nous invitons en ce sens les lecteurs à se rediriger vers le document ou la synthèse qui l'accompagne afin d'obtenir des données du volet quantitatif pour ces deux filières. Un « Études & Synthèses », également disponible sur le site de l'ODIF, accompagne ce rapport : *Suivi des inscrits en 2023-2024 en première année de Licence LLCER Anglais Et Lettres Modernes, Études & Synthèses n°36, Janvier 2025, 4 pages.*



Objectifs

Nous avons cherché à apprécier dans quelle mesure la typologie construite à l'issue du semestre 1 (S1) permet d'anticiper la réussite à l'année, afin de disposer d'un outil de repérage opérationnel des trajectoires dès le premier semestre. L'analyse montre que cette typologie discrimine fortement les trajectoires annuelles, en rendant visibles des configurations intermédiaires et des modes différenciés de conversion d'un échec initial. Afin de se distancier d'une approche dichotomique, opposant réussite et échec, nous avons également montré que l'accumulation, même partielle, de crédits ECTS s'articule aux ressources et aux conditions de vie et d'études pour structurer les formes de réussite et la probabilité de réinscription.

Différenciation des trajectoires de réussite et forte valeur prédictive de la typologie

Les « admis » au S1 valident leur année à près de 94 %, tandis que la réussite des « non-admis actifs » est presque trois fois supérieure à celle des « non-admis passifs » (31 % contre 11 %). Les analyses mettent en évidence que les variations de ressources puis de conditions de vie et d'études (origine sociale, type et mention du baccalauréat, etc.), différencient la capacité, au sein d'un même profil, à transformer un échec initial en réussite annuelle. À cet endroit, parmi les « non-admis actifs », 54 % des titulaires d'un baccalauréat général mention Bien ou Très bien valident leur année, contre 28 % de ceux sans mention ou avec mention Assez bien ; de même, selon l'indicateur de santé mentale, les taux de réussite passent, pour les répondants de ce même profil, de 25 % pour ceux « très perturbés » à 37 % pour ceux « peu ou pas perturbés ». En outre, et afin de mesurer l'implication relative de chacune des variables, nous avons mobilisé une régression logistique (binomiale), en intégrant au modèle des variables telles que le genre, l'ancienneté, l'origine sociale permettant, « toutes choses égales par ailleurs », de confirmer que l'admission au premier semestre (session 1) constitue largement un prédicteur majeur de validation (Odd Ratio (OR) ≈ 70 , avec pour variable de référence les « non-admis passifs »). D'autres variables exercent cependant des effets significatifs. Les indicateurs montrent des effets contrastés : une santé mentale « très fragilisée » réduit la probabilité de réussite annuelle de près de moitié (OR $\approx 0,6$) par rapport à un profil « peu perturbé » ; une intégration déclarée comme « très facile » double presque la probabilité de réussite (OR $\approx 1,8$) par rapport à un étudiant évoquant ne pas s'être intégré dans sa filière d'entrée ; ou encore, une « précarité financière très faible » accroît significativement (OR $\approx 1,6$) les probabilités de réussite annuelle par rapport à une « précarité financière faible ».

Dimensions saillantes des profils selon la réussite à l'année

La heatmap, fondée sur la standardisation des variables par Z-score, permet d'identifier les dimensions les plus marquées des profils de la

typologie selon la réussite à l'année¹. Si les « admis au S1 et admis à l'année » (44 %) disposent de conditions d'entrée favorables déjà étayées, les « non-admis actifs admis à l'année » (12 %) convertissent progressivement leur capital universitaire grâce à une ancienneté dans le supérieur d'un an ($Z \approx +2$), voire de deux ans et plus ($Z \approx +1,5$), malgré une précarité financière « moyenne » ($Z \approx +1,3$). Les « admis au S1 non-admis à l'année » (3 %) se distinguent par des démarches de « réorientations validées » ($Z \approx +6,4$), indiquant un usage stratégique du S1 afin de légitimer l'accès à la nouvelle filière sans pour autant la valider à terme. À l'inverse, les profils qui ne valident pas l'année - « non-admis actifs non-admis à l'année » (26 %) et « non-admis passifs non-admis à l'année » (11 %) - cumulent différents désavantages : origine sociale modeste, forte présence de baccalauréats technologiques ($Z \approx +2,2$ et $1,2$), faible confiance (« je n'avais pas le niveau », $Z \approx +1,4$ et $+1$), refus d'obtention d'une réorientation ($Z \approx +1,1$ et $+2,6$) et regrets associés chez ceux qui n'ont pas fait ces démarches ($Z \approx +2,2$ et $+1,6$). Ensuite, et malgré l'absence de validation en seconde session pour 58 % des « non-admis actifs », 26 % valident le S1 et le S2, contre 9 % des « non-admis passifs ». Concernant les réinscriptions, les résultats confirment le rôle structurant de l'accumulation, même partielle, de crédits dans le maintien en études. Parmi les néo-entrants « admis au S1 », près de 90 % poursuivent à l'Université, qu'ils aient ou non validé l'année. En parallèle, chez les « non-admis actifs », la reconduction s'élève à 61 % lorsque 1 à 19 ECTS sont obtenus puis à 86 % au-delà de 40 ECTS, contre respectivement 56 % et 75 % pour les « non-admis passifs ».

La L1 cristallise une pluralité de trajectoires et de manières d'investir le sens de la première année, selon les objectifs déclarés. Certaines s'inscrivent dans une continuité scolaire sécurisée. D'autres se construisent dans l'incertitude, au croisement d'orientations contraintes, de dispositions scolaires fragilisées, de contraintes matérielles et d'un bien-être dégradé. Pour une partie des étudiants, la L1 fonctionne aussi comme un espace de construction dans la durée, mobilisé pour éprouver une filière, légitimer une réorientation ou s'ajuster progressivement à ses exigences.

Pour ce document, après l'exclusion de nouvelles sous-populations (débutants en arabe et en japonais, DUFL, équivalences françaises et étrangères du baccalauréat), les profils typologisés ont été appariés aux données administratives APOGÉE de fin de L1 ($n = 4\,655$). Le taux de réussite observé (57 %), supérieur aux niveaux usuels, tient à l'exclusion des sortants très précoces et à l'inclusion d'étudiants au-delà des seuls néo-entrants, de sorte que cet échantillon sert à éprouver la robustesse de la typologie et ne constitue pas un indicateur global de la réussite à l'Université de Lille. Les traitements statistiques ont été réalisés sous R.

Méthodologie



¹ Une heatmap constitue une représentation visuelle qui traduit l'intensité d'un phénomène par des variations de couleur. Elle permet de repérer rapidement des gradients, des contrastes et des regroupements de valeurs.

PHASE 2



La phase 2 du suivi longitudinal, conduite à N+1 (2024-2025), prolonge les analyses de N0 en élargissant l'observation aux devenir des enquêtés, qu'ils demeurent ou non à l'Université de Lille. Elle articule l'étude des sorties via l'enquête « Sortants » et l'analyse des formes de maintien en LMA (poursuite en L2, redoublement, AJAC, réorientations internes) via l'enquête « Réinscrits », ces deux enquêtes constituant les principales sources de recrutement des 29 entretiens. Ce second temps montre que les expériences de L1, notamment l'acculturation universitaire, la socialisation étudiante et les conditions d'études, continuent d'organiser les trajectoires à N+1, entre maintien sous contrainte et réajustements du projet. Nous montrons enfin que les sorties de l'Université de Lille relèvent rarement de ruptures nettes, au sens d'un abandon durable de l'ambition de diplomation, et s'inscrivent le plus souvent dans des transitions vers d'autres formations ou des retours différés en études, avec toutefois, pour certains, des phases durables d'emploi précaire.

LES SORTANTS DE L'ÉTABLISSEMENT À L'ISSUE DE LA PREMIÈRE ANNÉE DE LICENCE, ÉTUDES & SYNTHÈSES N°40 MAI 2025



Objectifs

Dans le cadre de cette publication, nous avons cherché à caractériser les étudiants sortant de première année de Licence générale de l'établissement au cours et à l'issue de l'année universitaire de référence (2023-2024). Les résultats montrent que ces sortants proviennent fréquemment de milieux moins favorisés et justifient le plus souvent leur décision par un décalage entre la filière engagée et leur projet, davantage que par des difficultés académiques ou par des contraintes matérielles et des problèmes personnels. Les sorties interviennent surtout à l'intersemestre et à la suite des partiels de fin de semestre. La majorité se réinscrit dans un nouveau cadre de formation, dans l'enseignement supérieur ou en infra-baccalauréat. Une minorité, en revanche, s'oriente d'abord vers l'emploi, souvent précaire (contrats courts, intérim), sans envisager de retour en formation à court terme.

Caractéristiques des sortants et facteurs de sortie

Les « non-réinscrits » regroupent des étudiants cumulant des fragilités scolaires et sociales, parmi lesquels se concentrent fortement les « non-admis » dès le premier semestre (90 %) et, dans une moindre mesure, les non-boursiers (62 %) et les titulaires d'un baccalauréat général sans mention ou avec mention Assez bien (36 % et 43 %), tandis que les bacs technologique et professionnel demeurent plus minoritaires (14 % et 7 %) en regard de leur représentation dans la population d'ensemble de la Licence générale. Les néo-bacheliers y sont également un peu plus présents que les étudiants non néo-bacheliers (57 vs 43 %). Pour mieux situer chacune des sous-populations, un modèle de régression logistique (binomiale) aide, « toutes choses

égales par ailleurs », à analyser les probabilités relatives de sortie définitive selon plusieurs caractéristiques contrôlées. Par rapport aux bacheliers généraux avec mention, les titulaires d'un baccalauréat technologique présentent un risque de sortie environ trois fois supérieur, tandis que les bacheliers professionnels s'en distinguent davantage, avec un risque proche d'un facteur cinq. Les bacheliers généraux avec mention Assez bien se situent dans un registre intermédiaire, autour d'un risque doublé. L'admission via la phase complémentaire de Parcoursup augmente également la probabilité de sortie, avec une exposition proche du double de celle observée pour les étudiants admis en phase principale. À l'inverse, le fait de ne pas être bachelier de l'année réduit significativement, mais de manière modérée, la probabilité de quitter l'université (OR = 0,845). Cette différence relativement faible invite à considérer, « toutes choses égales par ailleurs », que les trajectoires moins linéaires - reprises d'études, réorientations ou redoublements - s'accompagnent parfois d'un engagement plus stabilisé, sans pour autant constituer un facteur majeur de maintien dans les études. Enfin, les étudiants non-boursiers présentent une probabilité de sortie proche du double de celle des boursiers échelon 0bis, tandis qu'aucune différence marquée n'apparaît entre les autres échelons. Ce résultat pourrait suggérer que la bourse contribue à stabiliser la présence dans la formation, sans garantir la réussite, notamment lorsque l'aide pèse fortement dans les conditions de vie. Pour ces étudiants, l'abandon impliquerait la perte de la bourse, ce qui introduirait une contrainte supplémentaire susceptible de freiner les changements de projet. À l'inverse, les non-boursiers, moins exposés à cette contrainte, disposeraient d'une marge de décision plus large lorsqu'ils envisagent une réorientation ou une sortie de la filière engagée.

Temporalités des sorties et raisons déclarées relatives aux raisons de la non-réinscription

Dans un second temps, les temporalités déclarées d'officialisation du départ apparaissent globalement équilibrées, avec environ 15 % de sorties à chacune des grandes étapes de l'année universitaire, « premières semaines », « partiels du premier ou du second semestre », « au cours du second semestre », « les vacances d'été ». Les premières évaluations de contrôle continu autant au premier qu'au second semestre relèvent d'étapes moins directement liées aux moments déclarés de la sortie (10 % au S1, 8 % au S2). Nous pouvons toutefois noter que les sorties se regroupent principalement entre et à l'issue de l'intersemestre. Ensuite, les motifs de non-réinscription s'organisent d'abord autour d'un décalage entre la formation et les attentes, porté par des changements de « projet d'études » (33 %) et de « projet professionnel » (24 %). Dans un second temps, les répondants évoquent des difficultés académiques, notamment « échec aux examens » (16 %), « résultats qui ne correspondent pas aux attentes » (14 %), « rythme de travail trop soutenu » (9 %) et « niveau globalement trop difficile » (11 %). Des contraintes de vie apparaissent également, plus secondaires mais présentes, entre « problèmes personnels (santé, familial...) » (18 %), « manque de moyens financiers » (7 %) et, plus marginalement, une perte de logement (2 %). À cet endroit, les écarts entre champs disciplinaires et origines sociales restent limités, tout en reconduisant largement les hiérarchies déjà observées. Sans ne jamais dépasser les quelques points de pourcentage, les départs en Arts, Lettres et Langues, Sciences humaines et sociales ou Droit-Économie-Gestion renvoient un peu plus souvent aux enjeux d'orientation, tandis que les sortants des domaines des Sciences, STAPS ou Santé mentionnent davantage des difficultés de niveau ou de rythme de travail. Enfin, les étudiants issus de milieux « défavorisés » déclarent plus souvent des difficultés d'ordre académique (12 % contre 7 % parmi les « plus favorisés ») et le « manque de moyens financiers » (8 % contre 4 %). À l'inverse, les étudiants « plus favorisés » évoquent plus fréquemment un changement de « projet d'études » (38 % contre 30 % parmi les « défavorisés »).

Poursuites d'études et entrée dans la vie active après la sortie

À parfois plusieurs mois après la sortie de l'établissement, au moment de l'enquête, les analyses montrent que la non-réinscription à l'Université de Lille ne s'accompagne pas nécessairement d'une rupture avec les études. Parmi les non-réinscrits, 65 % poursuivent une formation. Ils s'orientent majoritairement vers l'enseignement supérieur (60 %), principalement en BTS ou en licence dans un autre établissement. Environ un quart est engagé dans la vie active, le plus souvent dans des emplois précaires relevant de l'intérim ou des services. Des configurations plus marginales apparaissent également, avec 3 % en année de césure et 3 % à la recherche d'une formation, ce qui signale l'existence de phases de transition et, pour une part des sortants, une situation encore peu stabilisée. Parmi ceux dans la vie active, 36 % envisagent de reprendre leurs études dès 2025, 14 % à plus long terme, tandis que 26 % déclarent ne pas envisager de retour en formation (les 24 % restants demeurant indécis).

Cette analyse montre que les sorties de première année de Licence générale résultent de la combinaison de fragilités scolaires et sociales, de décalages d'orientation et de contraintes académiques ou matérielles, dont les effets se déploient selon des temporalités variées au cours de l'année universitaire. In fine, à plusieurs mois au moment où le dispositif d'enquête se déploie, le « décrochage » sous la forme spécifique d'un départ définitif de l'enseignement supérieur universitaire reste un phénomène plutôt mineur.

À partir de l'appariement des bases administratives (APOGÉE) de 2023-2024 et 2024-2025 (extraction au 15/11/2024), 4 696 étudiants non-réinscrits à l'Université de Lille ont été identifiés au sein de la population de référence. Une enquête a été diffusée entre novembre 2024 et janvier 2025, recueillant 1 806 réponses, soit un taux de réponse de 38 %. L'ensemble des traitements statistiques ont été réalisés sous SPSS.

Méthodologie



RÉSULTATS PRÉLIMINAIRES SUR LA PHASE 2 DU VOLET QUALITATIF RELATIF AUX PARCOURS DES ÉTUDIANTS DITS « DÉCROCHEURS », ÉTUDES & SYNTHÈSES N°43, SEPTEMBRE 2025



Objectifs

Ce travail vise, sur la base de 27 entretiens, à décrire les mécanismes des ruptures de parcours en examinant l'orientation vers le supérieur, l'entrée en L1, les trajectoires d'études et les sorties non diplômantes de Licence générale. Fondé sur un corpus aux anciennetés hétérogènes, incluant des anciens étudiants ne souhaitant plus revenir à l'université, il met en évidence des désengagements principalement graduels. Ces trajectoires, faites de redoublements, réorientations et sorties temporaires, montrent les tensions entre le désir de diplomation, le rapport au stigmatisation de l'échec et les ressources disponibles pour maintenir ou reconfigurer un projet d'avenir.

Orientation vers la Licence générale : héritages familiaux, contraintes et incertitudes

Les entretiens montrent que l'accès à la Licence générale résulte rarement d'un choix pleinement construit. Sans se réduire à une contrainte strictement subie, les trajectoires d'entrée en L1 se forment à l'intersection d'héritages familiaux, de cadres scolaires et de dispositifs d'orientation qui orientent fortement vers l'université, le plus souvent sur la base d'informations partielles et d'un rapport distancié aux acteurs institutionnels. Seule une minorité d'enquêtés, disposant de ressources scolaires et familiales plus stabilisées, décrit

un accès au supérieur relativement sécurisé, soutenu par un environnement familial et scolaire structurant. À l'inverse, la majorité des étudiants interrogés, plus fréquemment issus de milieux populaires et peu acculturés aux codes scolaires, relate des orientations tardives et ajustées sous contrainte. Ces trajectoires se caractérisent par une méconnaissance des contenus de formation et par des expériences scolaires antérieures marquées par l'urgence, la fragilité des repères et l'accumulation de tensions (extra)-scolaires (contraintes familiales, difficultés de santé mentale, mobilités résidentielles, redoublements, etc.). Les socialisations décrites par les enquêtés s'apparentent ainsi à des formes de « scolarité de survie », laissant peu de place à l'acquisition de méthodes durables, tandis que les enjeux académiques et professionnels demeurent relégués au second plan. Les matériaux mettent également en évidence les mécanismes de distanciation des dispositifs et acteurs de l'orientation au travers de dispositifs souvent génériques ou d'expériences de délimitation (notamment de la part des professeurs). À la fin du secondaire, la combinaison de la réforme du baccalauréat et de la procédure Parcoursup conduit les enquêtés à formuler des choix successifs, bien souvent, dans un contexte de forte pression temporelle, où les arbitrages reposent davantage sur des contraintes procédurales, géographiques ou matérielles que sur une anticipation académique fine. De même, concernant l'application des vœux, les stratégies décrites - concentration sur l'offre locale, paris ciblés, solutions d'attente pour éviter une année blanche - s'inscrivent dans un climat d'incertitude. Enfin, pour les enquêtés engagés dans une décohabitation, les tensions du marché locatif lillois, combinées à des budgets contraints, génèrent des difficultés récurrentes d'accès au logement, pouvant conduire à des installations très tardives, parfois plusieurs semaines après la rentrée universitaire.

De l'entrée en Licence aux remises en cause du projet de diplomation par la voie universitaire

Les entretiens montrent que la première entrée en Licence générale, qu'elle corresponde à un premier accès au supérieur - dans une filière désirée ou non - ou à des parcours déjà discontinus, s'effectue fréquemment dans des conditions fragiles. Les enquêtés décrivent une accumulation de contraintes matérielles, organisationnelles ou encore cognitives - logement précaire, distances de transport, faible maîtrise des démarches administratives et numériques - qui compliquent l'appropriation des formats pédagogiques et des attendus universitaires, souvent perçus comme peu explicités. Cette incertitude méthodologique expose fortement aux premières évaluations et accroît les risques de désengagement lorsque l'accompagnement fait défaut. Les entretiens montrent que les sociabilités étudiantes demeurent le plus souvent « instrumentales », limitées aux temps de cours et rarement propices à une intégration étudiante plus large. Telle qu'elle est vécue par les enquêtés, cette configuration alimente l'isolement relationnel et restreint l'accès aux réseaux informels qui permettent, pour une minorité du corpus, de compenser les difficultés d'acculturation aux codes universitaires et de littératie administrative. En parallèle, l'entrée dans le supérieur s'accompagne fréquemment d'une mise à distance des solidarités familiales, marquée par l'absence d'espaces de dialogue autour des difficultés rencontrées. Au moment où les enquêtés sont primo-entrants, les matériaux mettent en évidence le rôle central de

l'intersemestre comme moment de cristallisation des tensions. Très peu ont abandonné à ce moment de leur parcours, ces derniers relatent des pratiques allant du surtravail tardif et intense à une mise à distance progressive, plus marginale. Dans ce contexte, certains - le plus souvent issus de milieux populaires et disposant de ressources scolaires plus fragiles - évoquent une forme de « sidération » face aux exigences académiques des partiels, tandis que d'autres parviennent, plus tardivement, à mobiliser les mécanismes de compensation pour maintenir leur engagement. Au travers d'expériences différenciées de l'intersemestre, les trajectoires des enquêtés se distribuent en deux grandes tendances : chez les « non-admis passifs », un retrait progressif marqué par l'indécision et le sentiment d'échec ; chez les « non-admis actifs », une persévérance sous contrainte, fondée sur une forte injonction morale à réussir et un investissement concentré sur le second semestre, souvent au prix d'une forte fatigue et d'un isolement croissant. À l'issue d'une première année en Licence générale charnière en termes d'engagement dans les études puis de ressenti du stigmate de l'échec, les parcours de « décrochage » observés s'étendent, au sein du corpus, sur plusieurs années et articulent redoublements, réorientations, sorties temporaires, périodes d'emploi en parallèle ou en dehors des études, ainsi que des retours en formation nécessitant à chaque fois un travail de justification pour soi et pour les proches. Tout en demeurant fragmentaires, les ajustements mobilisés - réorientations, efforts ciblés, recours sélectif aux dispositifs d'aide (pédagogiques), appuis relationnels, témoignent d'une réflexivité croissante et d'une acculturation progressive aux attendus de la vie étudiante. Ils permettent de maintenir provisoirement le lien à l'université sans lever l'ensemble des contraintes, dans un contexte où l'usure psychique, les pressions économiques et/ou parentales croissantes et la perte éventuelle des aides financières redéfinissent progressivement la place de la Licence générale dans les horizons possibles.

Des sorties définitives aux redéfinitions du statut de « décrocheur » de la Licence générale

Enfin, les « sorties définitives » et non diplômantes de la Licence générale apparaissent, dans le corpus, comme des ruptures souvent brutales, malgré parfois plusieurs années dans le supérieur, fréquemment déclenchées par un événement critique - résultats d'examen, perte de bourse, santé fragilisée - qui fait basculer un équilibre déjà délicat. Elles coexistent toutefois avec des formes de maintien transitoire du statut étudiant, mobilisé comme filet de sécurité, parfois précaire, pour préparer l'après. Dans ces configurations, les familles occupent une position ambivalente, oscillant entre soutien conditionnel et injonction à « avancer », ce qui conduit certains enquêtés à occulter ou à différer la mise en récit de leur parcours. De la même manière, l'accès à un emploi sert de cadre matériel et social permettant de juguler les incertitudes de l'officialisation de l'arrêt des études universitaires. Au contraire, les ruptures non anticipées, dans la majorité des cas, ouvrent une phase de flottement marquée par la perte du statut étudiant, qui entraîne une désynchronisation des rythmes de vie, un retour plus ou moins contraint au foyer et une forte culpabilité liée à l'« inutilité » perçue du temps, renforcée par la comparaison avec des pairs qui « avancent ». Cette séquence, souvent prolongée sur plusieurs mois, s'accompagne d'un isolement accru et de difficultés récurrentes d'accès à l'emploi, tandis que le non-recours initial

aux aides domine avant que les tensions matérielles et psychiques n'amènent progressivement une partie des enquêtés, souvent sous l'impulsion de proches, à s'orienter vers les dispositifs d'accompagnement (Mission locale, France Travail, services sociaux ou de santé).

Sur plusieurs mois, les parcours de « sorties définitives » se structurent autour de deux grandes voies de remobilisation - non exclusives - inégalement accessibles. D'un côté, la recherche d'emploi devient un travail à part entière, organisé soit sur un mode continu, soit sous forme de campagnes intensives lorsque l'urgence financière s'accroît, et dont l'issue dépend autant des ressources individuelles (mobilité, réseau, maîtrise des codes d'embauche) que des contraintes structurelles du marché local (précarité contractuelle, segmentation genrée, exigences d'expérience, du permis, etc.). Les premiers emplois, souvent courts et peu stables, fournissent revenu, rythme et reconnaissance minimale, mais tendent à être généralement éprouvants. En outre, pour certains, l'accès à une situation plus stable, voire valorisante (dans un secteur d'activité où les enquêtés trouvent reconnaissance et valorisation), verrouille le retour en études en rendant coûteuse la perspective d'une nouvelle période d'études sans garantie immédiate. De l'autre, entre expérience de l'emploi précaire, difficultés même à y accéder et mobilisation tardive des dispositifs d'aide puis des droits, certains enquêtés s'orientent vers des reprises de formation hors université, principalement des cursus courts et « professionnalisants », perçus comme plus encadrés (en comparaison de l'expérience en Licence générale), lisibles et soutenables matériellement - avec l'accès à un revenu notamment par l'alternance. Ces requalifications, souvent préparées avec l'appui de professionnels de l'accompagnement, supposent de franchir de nombreux obstacles administratifs et financiers, mais lorsqu'elles aboutissent, elles réorganisent les conditions de vie, densifient les sociabilités et contribuent à restaurer l'estime de soi. Les enquêtés témoignent dès lors d'un déplacement du rapport

à la formation, désormais bien plus explicitement assujettie à une ressource de stabilisation et de réhabilitation de soi dans un horizon de vie compatible avec les contraintes économiques et les attentes familiales. Pour certains, la voie universitaire reste envisagée à terme - après une première entrée dans la vie active - afin de requalifier leur statut sur le marché de travail, témoignant, pour une partie des enquêtés concernés, d'un rapport encore valorisé à l'institution - malgré les difficultés rencontrées.

Les parcours des enquêtés montrent que l'université occupe une place centrale dans la construction identitaire d'une partie de la jeunesse. La diversité des expériences, des rythmes d'apprentissage et des rapports au savoir met en évidence l'hétérogénéité des publics accueillis à l'Université de Lille. Elle conduit à considérer l'enseignement supérieur non seulement comme un espace de sélection et de diplomation, mais aussi comme un lieu structurant de socialisation, y compris lorsque les trajectoires n'aboutissent pas à un diplôme.

L'enquête repose sur 27 entretiens semi-directifs

Méthodologie



menés entre décembre 2024 et mai 2025, d'une durée comprise entre 1 h 30 et 3 h 30. Nous avons constitué l'échantillon à partir de recrutements multi-sources (enquêtes ODIF, listes d'absences en LLCER Anglais et Lettres Modernes, Mission Locale Lille Avenirs, enquêtés de la phase 1) et recherché une diversification des profils, malgré des biais de sélection. Nous avons priorisé les prises de contact en combinant plusieurs critères : situation déclarée, discipline d'inscription, genre, type et mention du baccalauréat, ainsi qu'ancienneté dans l'enseignement supérieur. Nous avons ensuite retranscrit, anonymisé, codé et analysé les entretiens à l'aide du logiciel SONAL.

SUIVI EN 2024-2025 DU PARCOURS DES INSCRITS EN LETTRES MODERNES ET LLCER ANGLAIS EN 2023-2024, ÉTUDES & SYNTHÈSES N°44, OCTOBRE 2025



Objectifs

Cette étude quantitative analyse les trajectoires académiques des étudiants encore inscrits en 2024-2025 en LLCER Anglais et en Lettres Modernes à l'Université de Lille, en distinguant la poursuite en L2, le maintien en L1 (redoublement, réorientation interne) et les situations d'AJAC. Elle examine les motifs de réinscription, les objectifs d'année, la confiance dans la réussite, l'assiduité, la charge de travail et les pratiques d'apprentissage afin d'identifier des logiques différenciées de maintien, des poursuites sous contrainte et des fragilités persistantes à N+1. Les résultats opposent des profils contrastés : des étudiants de L2 plus confiants et mieux acculturés aux exigences académiques, des étudiants en L1 plus souvent incertains concernant leur projet, et des parcours AJAC exposés à des fragilités organisationnelles, à une complexité administrative et à un sentiment d'accompagnement insuffisant.

Déterminants de la poursuite d'études, objectifs et niveau de confiance dans la réussite

Interrogés sur les raisons de leur réinscription au sein de l'Université de Lille à n+1, les étudiants de L1 et de L2 se rejoignent largement sur trois registres structurants : l'adéquation de la formation au projet (53 % dans les deux niveaux), la proximité géographique (58 % en L1, 59 % en L2) ou encore la bonne expérience passée au sein de l'établissement (30 % contre 28 %). Toutefois, les L2 accordent un poids plus important à leur attachement social et affectif (42 % contre 31 % pour les L1) ou encore à leur sentiment d'appartenance à l'Université de Lille (19 % contre 11 %). À l'inverse, certains motifs restent marginaux dans l'explication de la réinscription, tels que « la recommandation des enseignants » ou des « services d'orientation », « la facilité de réorientation interne » ou encore le

« maintien des avantages étudiants », tous situés sous le seuil des 10 %. Ensuite, afin de mieux qualifier les logiques de réinscription propres aux étudiants encore en L1 (doublants, réorientés) ou en situation d'AJAC, l'enquête les interroge sur d'autres registres motivationnels. Ils indiquent que le maintien du statut étudiant, l'intérêt disciplinaire (73 %) et la clarté du projet d'études (61 %) soutiennent la réinscription en Licence. Ces ressorts coexistent toutefois avec des formes de maintien contraint, qu'il s'agisse de pressions familiales (« mes parents m'obligent à continuer mes études », 21 %) ou d'un maintien faute d'alternative construite (« je ne sais pas quoi faire d'autre », 42 %). Questionnés sur leurs objectifs pour l'année (réponses multiples), les étudiants, peu importe leur niveau d'études, placent très largement la validation de l'année en priorité, bien que cela soit plus marqué parmi les L2 (90 %) que les L1, AJAC compris (79 %). Parallèlement, 49 % des L1 - contre 24 % des L2 - déclarent viser une validation partielle de l'année, ce qui signale un horizon plus resserré après un ou plusieurs échec(s) antérieur(s). Les L1 se distinguent également par une proportion non négligeable d'étudiants envisageant une réorientation, qu'elle soit en cours d'année (10 %) ou en fin d'année (14 %), tandis que 11 % des L2 déclarent souhaiter préparer un concours de la fonction publique, indiquant des trajectoires d'anticipation professionnelle ou de projets parallèles plus affirmés à ce stade du cursus. Les étudiants se situent généralement au niveau 3 (sur 5) de confiance (51 % pour les L1 et 44 % pour les L2), mais les niveaux « bas » (1-2) demeurent légèrement plus représentés chez les L1 (28 % contre 11 % en L2), tandis que les écarts les plus marqués apparaissent au niveau 4 puis 5, où les L2 se déclarent nettement plus confiants (37 % et 8 % contre 18 % et 3 %). Dans ce paysage, les AJAC illustrent plus nettement les coûts d'un parcours fragilisé : 43 % déclarent avoir rencontré des difficultés d'inscription, 38 % des problèmes d'organisation de l'emploi du temps et 52 % une articulation complexe des examens entre niveaux, auxquels s'ajoute un sentiment d'accompagnement insuffisant, seuls 19 % se disant bien soutenus par l'administration et 33 % par l'équipe pédagogique.

Assiduité universitaire, fragilités différenciées, charge de travail et exigences perçues à N+1

L'assiduité reste élevée, autour de 80 % en L1 et de 85 % en L2¹. Parmi les étudiants les moins présents en cours (« Non, je n'ai assisté à aucun enseignement (ou presque) » ou « Non, j'en ai manqué la majorité »), la « baisse de motivation » constitue le motif le plus fréquent (72 % des L1, 62 % des L2), devant les problèmes de santé (36 % des L1, 27 % des L2), les difficultés d'organisation du travail (28 % des L1, 23 % des L2) et le « désintérêt pour la formation suivie » (44 % des L1 contre 21 % des L2). Les L1 évoquent plus souvent des motifs liés au projet, avec un « désir de réorientation » (48 %) ou un « changement de projet professionnel » (20 %), tandis que ces registres restent marginaux en L2 (7 % et 2 %), signalant des fragilités différenciées selon le niveau. Dans la continuité des analyses consacrées à l'intensité du travail à N0 (Rapport 9 et Études & Synthèses n°39), ces travaux montrent que les admis à l'année déclarent un volume de travail plus élevé et plus régulier, ce qui signale une acculturation précoce aux exigences universitaires et un effet de sélection par la réussite. À N+1, cette dynamique pèse sur la lecture des résultats puisque les étudiants aujourd'hui en L2 correspondent, pour l'essentiel, aux

L1 de N0 qui avaient déjà consolidé ces dispositions au travail. La perception de l'évolution des difficultés entre 2023-2024 et 2024-2025 varie nettement selon le niveau. En L1, 50 % jugent l'année « aussi difficile », 18 % « moins difficile » et 22 % « plus difficile », tandis qu'en L2, 64 % la considèrent « plus difficile », 21 % « aussi difficile » et 2 % « moins difficile ». La modalité « beaucoup plus difficile » reste minoritaire (10 % en L1, 13 % en L2). Ces écarts peuvent se lire en partie comme un effet de composition. Les étudiants parvenus en L2 comparent une année plus exigeante à un investissement déjà élevé en L1. Les étudiants encore en L1, souvent dans des situations de maintien ou de reprise, peuvent s'appuyer sur une familiarisation progressive avec la filière ou sur des contenus déjà rencontrés, ce qui infléchit leurs jugements vers « aussi difficile » ou « moins difficile ».

Pratiques d'apprentissage et gestion du stress

Les pratiques d'apprentissage restent largement centrées sur la gestion des notes : la relecture domine (91 % en L1 comme en L2), suivie de la mise au propre (67 % vs 68 %) et du partage de notes (≈ 74 % vs 77 %), tandis que les démarches d'approfondissement restent minoritaires (cartes mentales 27 % vs 29 %, consultation de ressources complémentaires 44 % vs 49 %). Les L2 mobilisent davantage des outils structurants et coopératifs que les L1, avec un recours plus fréquent aux fiches de révision (81 % vs 71 %) et au travail en groupe (45 % vs 36 %), ainsi qu'une participation en cours plus déclarée (54 % vs 44 %), signe d'une intégration académique plus marquée dans les dynamiques de progression dans le premier cycle. L'apprentissage par cœur demeure très présent et même plus fréquent en L2 (54 % vs 44 %). L'IA est utilisée par près d'un étudiant sur deux (49 % en L1 vs 46 % en L2), ce qui indique une diffusion, ainsi qu'une appropriation de cet outil. Les étudiants déclarent des gains nets d'autonomie et d'acculturation académique au fil du parcours, avec des niveaux d'accord élevés pour l'indépendance au quotidien (77 % L1 vs 88 % L2), l'autonomie intellectuelle (78 % vs 82 %) et l'esprit critique (90 % vs 85 %), ainsi qu'une consolidation des liens sociaux plus marquée en L2 (57 % L1 vs 74 % L2). En contrepoint, « la gestion du stress » demeure une fragilité structurante du vécu étudiant. Seuls 43 % des L1 et 35 % des L2 estiment s'être améliorés sur ce point. Parmi d'autres facteurs, le maintien en L1 (redoublement, réorientation interne) constitue une épreuve spécifique, tandis qu'en L2 la hausse des exigences perçues pèse davantage sur l'expérience de l'année.

Les résultats soulignent ainsi une différenciation nette des formes de poursuite, entre progression stabilisée en L2, maintien plus incertain en L1 et position AJAC plus exposée à des contraintes organisationnelles et à un sentiment d'accompagnement insuffisant.

Méthodologie Pour analyser les parcours de réinscription au sein de l'Université de Lille à N+1, nous avons apparié les bases APOGÉE 2023-2024 et 2024-2025 (au 15/01/2025) afin d'identifier le champ de l'enquête parmi les étudiants de Lettres Modernes et de LLCER Anglais (n = 380). Par la suite, une enquête en ligne, administrée entre mars et avril 2025 et relancée par courriel, SMS et appels, a permis de recueillir 229 réponses exploitables (60 %). Sans redressement, les traitements statistiques ont été réalisés sous SPSS.

¹ La majorité des étudiants de LMA ne déclarent pas d'activité rémunérée au premier semestre 2024-2025 (71 % des L1, 75 % des L2).

Présentation de l'infographie

À partir des analyses présentées, nous proposons une première mise en discussion de lignes directrices, formulées sous la forme de préconisations provisoires, visant à renforcer l'orientation, l'acculturation universitaire, la prévention du décrochage et l'accompagnement des transitions, dans le respect de la diversité des trajectoires observées. Ces éléments s'inscrivent dans une constellation de recommandations et de dispositifs déjà existants, auxquels nos analyses apportent des éclairages complémentaires et contribuent à souligner l'intérêt d'engager ou de poursuivre des démarches dans ces directions, à partir des constats empiriques et des expériences rapportées par les étudiants enquêtés. Ils ont vocation à être approfondis, hiérarchisés et mis en perspective dans un rapport conclusif à la fin de l'étude, intégrant l'ensemble des trois phases du suivi longitudinal.

Accompagnement académique et acculturation universitaire

- Mettre à disposition une cartographie lisible des ressources administratives afin d'aider les étudiants à identifier les acteurs, leurs rôles et les canaux d'accès pertinents à l'information et aux droits.
- Expliciter dès l'entrée en L1 les formats pédagogiques, les attendus méthodologiques et les règles de compensation afin de réduire les effets de « sidération » face aux exigences universitaires.
- Reconnaître et valoriser les formes de « réussite intermédiaire », tant dans le développement d'un discours qui légitime les parcours de réussite non-linéaires (majoritaires en Licence générale) que dans le renforcement des dispositifs pédagogiques mis en place (capitalisation d'ECTS et des UE, rattrapages, etc.).
- Développer le tutorat entre pairs et des formes d'accompagnement de proximité (groupes de travail, référents identifiés), tout en proposant une offre socioculturelle mieux adaptée aux contraintes matérielles et aux centres d'intérêt des étudiants, afin de limiter l'isolement, faciliter l'appropriation des codes universitaires et stabiliser les sociabilités d'étude.



Scolarité, orientation (secondaire-supérieur) et installation dans les études

- À la fin du secondaire, renforcer l'accompagnement à l'orientation en travaillant explicitement, avec les acteurs concernés, les contraintes géographiques, matérielles et affectives pesant sur la formulation des vœux, notamment au moyen d'échanges individualisés favorisant une meilleure connaissance de l'offre de formation sur le territoire académique en regard des contraintes de chacun.
- Mieux articuler les dispositifs d'orientation du secondaire et de l'université en les rendant plus personnalisés, plus lisibles et moins centrés sur les seules procédures Parcoursup et renforcer l'information en amont sur les contenus, les attendus et les modalités d'évaluation des licences (maquettes, charge de travail, rythmes, contrôles) afin de limiter les orientations par défaut et les décalages précoces entre attentes et réalité.
- Contribuer à aider les étudiants à anticiper leur installation matérielle (logement, transports, ressources), en particulier dans un contexte de forte tension du marché locatif lillois et pour les publics les moins acculturés aux démarches administratives.
- Améliorer la lisibilité et la coordination des aides (sociales, financières, logement, santé, numériques et méthodologiques), en renforçant l'accompagnement aux démarches afin de limiter le non-recours, notamment par la mise en place d'un « guichet unique » physique et numérique favorisant l'acculturation aux droits tout au long du parcours.



DES PRÉCONISATIONS



Transitions, sorties non diplômantes et insertion

- Mettre en place un repérage précoce et un contact non contraignant des étudiants en situation de désengagement, dans le respect de leurs droits et de leur volonté, par des prises de contact explicites, des propositions de rendez-vous facultatives et une orientation vers des dispositifs adaptés, afin d'intervenir en amont des ruptures définitives et de limiter l'installation durable de l'indétermination et/ou d'un isolement prolongé (post)-licence.
- Renforcer l'articulation entre l'université et les partenaires territoriaux (Mission Locale, France Travail, services sociaux et de santé) afin de proposer des transitions accompagnées aux étudiants en voie de sortie ou déjà sortis de l'enseignement supérieur, en soutenant la construction ou la mise en œuvre d'un parcours de transition, associant clarification du projet, information structurée sur l'offre de formation et d'emploi et appui aux démarches, notamment d'accès aux droits.
- Accompagner, lorsque les intéressés le souhaitent, les étudiants et anciens étudiants dans des reprises d'études hors université, en sécurisant les transitions administratives et financières entre les statuts et en reconnaissant la diversité des situations de « décrochage » sans y associer de stigmates supplémentaires.



Suivi des fragilités, prévention du décrochage et santé

- Consolider les dispositifs de soutien méthodologique (ateliers de travail universitaire, suivis réguliers) en les ciblant prioritairement sur les étudiants fragilisés (dispositions scolaires incertaines, filière de second choix, difficultés déclarées au S1), avec des accompagnements ajustés aux besoins méthodologiques individuels identifiés.
- Encourager le développement des parcours aménagés, en particulier pour les publics spécifiques ou en début de cursus, afin de sécuriser les premiers temps dans le supérieur, et renforcer l'encadrement des situations d'AJAC par un accompagnement administratif, pédagogique et méthodologique dédié, pour limiter l'accumulation de contraintes et le sentiment d'abandon institutionnel.
- Articuler repérage précoce, information sur les ressources existantes et accompagnement non stigmatisant, en assurant un suivi spécifique des profils fragilisés à travers des entretiens de situation, des ajustements de parcours (réaménagement de charge, filières aménagées, L0) et des points d'étape avant et après l'intersemestre.

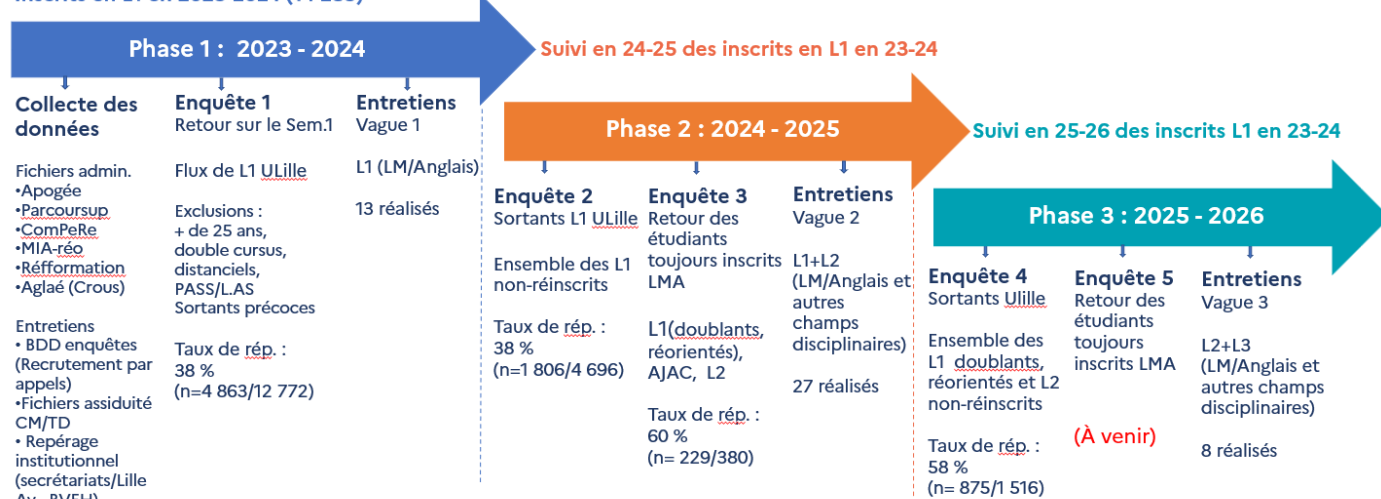


Pilotage, suivi longitudinal et cadre institutionnel

- Poursuivre et stabiliser une veille longitudinale sur les parcours (réinscriptions, mobilités d'établissement, retours en formation, insertion professionnelle) pour ajuster en continu le pilotage de l'action universitaire et, plus spécifiquement, les dispositifs d'orientation, de soutien pédagogique et d'accompagnement des parcours dans leur diversité.
- Permettre la construction d'une cartographie des dispositifs d'accompagnement existants (au niveau des composantes, mentions et filières) pour en améliorer la visibilité et alimenter une veille continue des bonnes pratiques.
- Renforcer la diffusion, auprès des acteurs pédagogiques et administratifs, d'une connaissance fine et partagée de l'hétérogénéité des publics étudiants - en intégrant notamment les enjeux de santé mentale et de contraintes matérielles - afin de dépasser les approches uniformes et de favoriser des pratiques pédagogiques et des dispositifs d'accompagnement mieux ajustés aux situations vécues.
- Affirmer explicitement dans les politiques d'établissement que la Licence générale constitue à la fois un espace de formation diplômante et un lieu de socialisation et de construction de soi, y compris pour des trajectoires non-linéaires, afin de légitimer les parcours prolongés, les réorientations, les retours après rupture ou encore les désirs de sortie de la Licence générale et, plus généralement, la diversité des expériences.

Schéma des différentes phases de l'étude « Décrochage et rupture de parcours en licence »

Inscrits en L1 en 2023-2024 (14 283)



Remerciements :

Nous tenons à remercier l'ensemble des acteurs institutionnels ayant rendu possible la conception, la mise en œuvre et le déploiement de ce projet. Nos remerciements s'adressent en premier lieu à la présidence de l'Université de Lille, aux vice-présidentes engagées (Esther Dehoux et Emmanuelle Jourdan-Chartier), ainsi qu'à la Direction de l'Orientalisation. Nous remercions également la Faculté des Langues, Cultures et Sociétés et la Faculté des Humanités, dont l'implication a été déterminante dès l'initiative du projet et tout au long de son déroulement.

Ce travail n'aurait pu voir le jour sans le soutien financier de la Préfecture des Hauts-de-France, via le Commissariat à la lutte contre la pauvreté, dont l'appui a permis de déployer l'étude longitudinale menée en lien étroit avec l'expérimentation réalisée par la Mission Locale Lille Avenir, que nous tenons également à remercier pour son engagement opérationnel, la qualité des échanges et la mobilisation de ses réseaux d'acteurs dans l'accompagnement des étudiantes et des étudiants.

Rappel : Toutes les publications citées dans ce document sont consultables sur le site de l'ODiF: <https://odif.univ-lille.fr/publications/>

Sigles et acronymes

AGLAÉ : Automatisation de la Gestion du Logement et de l'Aide à l'Étudiant
AJAC : Ajourné mais Autorisé à Continuer
APOGÉE : Application Pour la Gestion des Étudiants
BCC : Bloc de Compétences et de Connaissance
BVEH : Bureau Vie Étudiante et handicap
BTS : Brevet de Technicien Supérieur
CAP : Certificat d'Aptitude Professionnelle
COMPERE : Contrat Pédagogique de Réussite
DUFL : Diplôme Universitaire de Formation en Langue
ECTS : Système européen de transfert et d'accumulation de crédits et des Enseignements
LIBEL'UL : Licence Inclusive au Bénéfice des Étudiants de L'Université de Lille

LLCER : Licence de Langues, Littératures et Civilisations Étrangères et Régionales
LM : Lettres Modernes
LMA : LLCER Anglais et Lettres Modernes
MIA : Modification d'inscription administrative
NEET : Not in Education, Employment or Training (Ni en emploi, ni en formation, ni en études)
OR : Odd Ratio
PIA : Programme d'Investissement d'Avenir
Réo-SUAIO : Service Universitaire d'Accompagnement d'Information et d'Orientalisation
SP+ : Services Publics +
UE(PE) : Unité d'Enseignement (« Projet de l'étudiant »)

Partenariats



Étude réalisée avec le soutien financier de la Préfecture des Hauts-de-France/Commissariat à la lutte contre la pauvreté et en partenariat avec la Mission locale Lille Avenir.

Direction Générale Déléguee Formation
Observatoire de la Direction des Formations

Campus Cité Scientifique - Bâtiment SUP 59650 Villeneuve d'Ascq

Conception - Réalisation : BIDAUD Maxence avec la collaboration des autres membres de l'équipe et étudiants vacataires
Direction : Stéphane Bertolino

Conception graphique : Université de Lille
Impression : Imprimerie Université de Lille



<https://odif.univ-lille.fr>

